



Conditions générales pour des mandats de mensuration officielle

1. Généralités

Le bureau de géomètre adjudicateur s'engage à exécuter les travaux pour lesquels il est mandaté en respectant les prescriptions cantonales et fédérales en la matière. Pour les travaux qui ne sont décrits ni dans le contrat, ni dans les prescriptions cantonales ou fédérales, il doit requérir les consignes de travail auprès de l'Office cantonal de l'information géographique.

Les dispositions du code suisse des obligations sont applicables tant que rien dans le contrat ne s'y oppose.

1.1 Devoir de fidélité et de diligence

Le géomètre adjudicataire est personnellement responsable de l'exécution correcte des tâches énumérées dans le contrat et du respect des dispositions contractuelles générales et particulières. Il s'engage à préserver les intérêts de la collectivité et à ne privilégier personne en particulier. Il traite de manière confidentielle les informations dont il dispose ainsi que les documents, données et résultats de mesure dont il s'occupe. Il ne peut utiliser ces éléments à son propre usage, ni les transmettre à des tiers, sauf autorisation écrite.

Si l'entrepreneur veut utiliser l'objet du contrat pour de la publicité ou pour des publications, il doit, en complément de l'article 22 lit. d de l'ordonnance sur les géomètres (OGeom), obtenir l'accord écrit du service cantonal de surveillance.

S'il constate des faits qui pourraient remettre en question le bon déroulement du mandat, il doit en informer immédiatement, par écrit, le mandant ainsi que l'autorité cantonale de surveillance des mensurations. Il doit également renseigner ces deux instances des démarches qu'il envisage d'entreprendre, le cas échéant.

Lorsqu'il effectue des travaux sur le terrain, il s'efforce de ne pas endommager la propriété d'autrui, ni les cultures. Il informe les propriétaires concernés du début, de la durée et de l'importance de ces travaux, ou il charge les autorités compétentes de le faire à sa place.

1.2 Surveillance et état des travaux

Le mandant et l'Office cantonal de l'information géographique disposent d'un droit de regard et du droit à être renseigné sur toutes les parties de l'ouvrage en cours. Ils peuvent exercer ces droits en tout temps. La présence d'un tel contrôle ne dispense pas le mandataire de son obligation de réaliser les travaux conformément aux dispositions du contrat. L'Office de l'information géographique peut modifier en tout temps le cahier des charges contractuel.

Si les délais contractuels ne sont pas tenus par le mandataire, ce dernier est mis en demeure sans avertissement préalable. Le cas échéant, l'Office de l'information géographique est autorisé à prendre les mesures qui conviennent.

Si l'exécution du contrat par l'entrepreneur n'est plus possible (par ex. en raison de décès, de radiation du registre des géomètres selon l'article 19 de l'ordonnance sur les géomètres, (OGeom), de cessation de l'activité), le service cantonal de surveillance est habilité à prendre les mesures qui s'imposent.

Les résultats issus des prestations fournies (résultats intermédiaires et finaux) sont propriété intellectuelle de la Confédération, du canton et des communes concernées.

1.3 Sous-traitance

Tout transfert de travaux, même partiel, à des entreprises sous-traitantes nécessite l'approbation écrite de l'autorité cantonale de surveillance de la mensuration, ce qui ne dispense pas le mandataire principal d'assumer l'entière responsabilité sur l'ensemble de l'ouvrage.

1.4 Modification du mandat

Une autorisation écrite de l'autorité de surveillance est nécessaire pour effectuer des travaux à la tâche ou en régie qui dépassent le cahier des charges. Le mandataire doit demander cette autorisation avant de commencer lesdits travaux.

1.5 Obligation de s'assurer

Le géomètre adjudicataire a l'obligation de conserver soigneusement toutes les pièces, esquisses et données et tous les plans produits au cours de la prestation. Il est tenu d'assurer ces documents à ses frais contre tout dommage, et ce, jusqu'à la réception finale des travaux. Les conditions d'assurance sont les suivantes:

- Somme assurée de 1 million de francs au moins au titre de responsabilité civile professionnelle pour des dommages aux personnes et aux choses,
- Somme assurée de 500'000 francs au moins au titre de dommages à la fortune,
- Assurance en premier risque pour incendie, dégâts d'eau et vol par effraction (selon les conditions générales d'assurance), couvrant les plans, documents et supports de données, y compris les frais de reconstitution à engager pendant une période de 5 ans à compter de la date du sinistre.

Sur demande, le mandataire fournit la preuve qu'il a conclu les contrats d'assurances correspondants.

1.6 Garantie et responsabilité

En dérogation aux articles 367 et 370 du Code des obligations, l'autorité cantonale de surveillance peut, dans un délai de 10 ans à compter de la reconnaissance de l'œuvre par l'Office fédéral de topographie, relever tout défaut qu'elle a pu constater. Pour les parties de l'œuvre qui ne nécessitent pas de reconnaissance, le délai de 10 ans court dès l'apparition du défaut. Le géomètre mandataire est responsable de tout défaut constaté par l'autorité de surveillance dans le délai susmentionné. Il doit corriger le défaut et améliorer l'œuvre cadastrale à ses frais dans un délai que lui fixe l'autorité de surveillance. S'il n'obtempère pas, malgré un avertissement écrit, l'autorité de surveillance peut mandater un tiers pour corriger le défaut aux frais du mandataire. Dans la mesure des dispositions prévues aux articles 368 et 97 ss. CO, il est responsable d'éventuels dommages liés à la présence du défaut constaté.

Pour le reste, les dispositions du Code suisse des obligations s'appliquent, à moins que le contrat n'en dispose autrement.

1.7 For judiciaire

Les litiges éventuels du fait du contrat doivent être portés devant les tribunaux ordinaires, à moins que le contrat n'en dispose autrement.

Les parties conviennent de choisir le siège du mandant comme for judiciaire.

1.8 Modifications contractuelles

Toute modification du contrat ou des présentes dispositions générales est soumise à approbation écrite de l'autorité cantonale de surveillance.

2. Exigences techniques

2.1 Conservation de l'œuvre

C'est le géomètre mandataire qui gère toutes les mutations de l'œuvre cadastrale jusqu'au moment où l'ensemble des travaux de nouvelle mensuration sont terminés et remis au géomètre conservateur concerné.

Il facture directement ses prestations de conservation aux mandants respectifs, en application de l'ordonnance cantonale sur la mensuration officielle (OCMO, RSB 215.341.1).

2.2 Interface de la mensuration officielle (IMO)

Le géomètre adjudicataire s'engage à fournir à l'autorité de surveillance les données numérisées qu'il a élaborées dans le format de l'interface de la mensuration officielle (IMO) et dans le cadre de référence MN95, de manière à pouvoir procéder à leur vérification finale. Les données doivent être fournies dans la langue officielle de la commune concernée. Pour les mandats attribués dans les communes de Biel/Bienne et Evilard, les données seront rédigées dans la langue prescrite dans l'appel d'offres.

3. Abornement

3.1 Détermination/Révision et rectification des limites

A l'occasion de la détermination ou de la révision des limites, le géomètre adjudicataire portera une attention particulière à l'amélioration du réseau parcellaire. Pour entreprendre des redressements de limite, il tiendra compte des recommandations de la "Circulaire de la Direction des travaux publics et de la Direction de la justice pour la rectification des limites de propriété lors de nouvelles mensurations" (Manuel DROIT > Directives cantonales > Instructions des directions). Il discutera de ses propositions avec le conservateur du registre foncier.

3.2 Pose des signes de démarcation

Lors de la pose des signes de démarcation, le géomètre adjudicataire respecte les consignes énoncées dans le manuel MD.01-MO de l'OIG.

4. Mensuration officielle

4.1 Modèle de données de la mensuration officielle dans le canton de Berne

Le manuel MD.01-MO de l'OIG décrit de manière contractuelle le contenu et la structure des données de mensuration officielle à saisir. Ces données doivent être structurées selon le modèle de la Confédération, complété par le modèle cantonal 2001 de données numériques (MD.01-MO-BE MN95, version 11 du 24.01.2008).

4.2 Systèmes informatiques

Avant de commencer ses travaux, le géomètre adjudicataire doit faire la preuve qu'il dispose d'un système informatique compatible avec l'interface de l'Office de l'information géographique.

4.3 Sécurité des données

Le géomètre adjudicataire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires énumérées dans la norme suisse sur la sécurité des données dans la mensuration officielle (SN 612 010). Cette norme fait partie intégrante du contrat.

4.4 Transferts de données, dédommagements

L'offre doit comprendre toutes les prestations du mandataire liées aux différents transferts de données, tant au début des travaux lorsqu'il s'agit d'importer des données qu'à la fin des travaux, lorsqu'il s'agit de restituer les nouvelles données au géomètre conservateur élu. L'OIG indemniser les prestations du géomètre conservateur de manière forfaitaire, conformément au chiffre 2 des dispositions contractuelles particulières.

4.5 Remise de l'œuvre cadastrale au géomètre conservateur

Avant de commencer ses travaux, le géomètre adjudicataire doit discuter avec le géomètre conservateur de l'organisation générale des données, en particulier de leur numérotation, de leur codification et de la présentation des plans destinés au Registre foncier, à moins que ces points soient traités dans les manuels édités par l'OIG.

Le transfert des nouvelles données du géomètre adjudicataire au géomètre conservateur doit se dérouler sous l'égide de l'Office de l'information géographique.

5. Dispositions particulières

5.1 Comparaison avec les mensurations officielles des communes voisines

Le géomètre adjudicataire doit vérifier le tracé des limites entre le lot à exécuter et les communes adjacentes. S'il constate des divergences, il se charge d'harmoniser les limites communales. Il avertit par écrit l'Office de l'information géographique qu'il entreprend cette comparaison, en joignant les résultats du test sur les périmètres.

5.2 Limites territoriales

Le géomètre adjudicataire se met préalablement d'accord avec les autorités concernées sur la manière de déterminer les limites cantonale et communales. Il leur soumet ses propositions pour approbation. La révision et la remise en état des bornes historiques cantonales sont du ressort de l'Office de l'information géographique. Si ce dernier ne peut pas s'en occuper, il délègue cette tâche au géomètre adjudicataire sous la forme d'un contrat spécifique. Les autres points limites définissant une frontière territoriale, qui n'ont pas de valeur historique et ne figurent dans aucun inventaire, sont traités selon les indications du chapitre abornement du contrat.

5.3 Détermination de la nomenclature

Chaque fois qu'une nouvelle mensuration fait suite à un remaniement parcellaire ou lorsqu'elle se déroule sur un périmètre qui dispose déjà d'une nomenclature définitive, l'Office de l'information géographique fournit au géomètre adjudicataire les documents y relatifs.

Dans les autres cas, il faut suivre la procédure suivante:

- L'OIG fournit au géomètre mandaté tous les documents de nomenclature disponibles et détermine avec lui une marche à suivre détaillée.
- Le géomètre complète ces documents et établit un plan de nomenclature provisoire et une liste des noms locaux et des lieux-dits. Il collabore en cela avec la commission des sages nommée à cet effet par la commune.
- Un expert en linguistique est mandaté directement par l'Office de l'information géographique pour déterminer l'orthographe exacte des noms locaux. Cette orthographe est soumise à la commune pour prise de position. Une fois ces préparatifs terminés, le géomètre adjudicateur établit le plan de nomenclature définitif et l'envoie pour vérification à l'Office de l'information géographique.